

No. 36227

**France
and
Uruguay**

Agreement between the Government of the French Republic and the Government of the Eastern Republic of Uruguay on the readmission of persons residing without authorization. Paris, 5 November 1996

Entry into force: *24 July 1997 by notification, in accordance with article 12*

Authentic texts: *French and Spanish*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *France, 10 November 1999*

**France
et
Uruguay**

Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République orientale de l'Uruguay relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière. Paris, 5 novembre 1996

Entrée en vigueur : *24 juillet 1997 par notification, conformément à l'article 12*

Textes authentiques : *français et espagnol*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *France, 10 novembre 1999*

[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

ACORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE ORIENTALE DE
L'URUGUAY RELATIF À LA RÉADMISSION DES PERSONNES EN SIT-
UATION IRRÉGULIÈRE

Désireux de développer la coopération entre les deux Parties afin d'assurer une meilleure application des dispositions sur la circulation des personnes, dans le respect des droits et garanties prévus par les lois et règlements en vigueur,

Dans le respect des traités et conventions internationales et soucieux de lutter contre l'immigration irrégulière,

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République Orientale de l'Uruguay, sur une base de réciprocité, sont convenus de ce qui suit :

I. Réadmission des Ressortissants des Parties

Article 1er

1. Chaque Partie réadmet sur son territoire, à la demande de l'autre Partie et sans formalités, toute personne qui ne remplit pas ou ne remplit plus les conditions d'entrée ou de séjour applicables sur le territoire de la Partie requérante, pour autant qu'il est établi ou présumé qu'elle possède la nationalité de la Partie requise.

2. La Partie requérante réadmet dans les mêmes conditions la personne concernée si des contrôles postérieurs démontrent qu'elle ne possédait pas la nationalité de la Partie requise au moment de la sortie du territoire de la Partie requérante.

Article 2

1. La nationalité de la personne faisant l'objet d'une mesure d'éloignement est considérée comme établie sur la base des documents ci-après en cours de validité :

Carte d'identité ;

Certificat de nationalité ou document d'état civil ;

Passeport ou tout autre document de voyage ;

Carte d'immatriculation consulaire ;

Livret ou papiers militaires ;

Acte de naissance ;

Livret de famille.

2. La nationalité est considérée comme présumée sur la base d'un des éléments suivants :

a) Document périmé mentionné à l'alinéa précédent ;

b) Document émanant des autorités officielles de la Partie requise et faisant état de l'identité de l'intéressé (permis de conduire, carnet de marin et autres documents de même nature) ;

c) Autorisation et titres de séjour périmés ;

d) Photocopies de l'un des documents précédemment énumérés ;

e) Déclarations de l'intéressé dûment recueillies par les autorités administratives ou judiciaires de la Partie requérante, avalisées par des déclarations de témoins consignées dans un procès-verbal ;

f) Dépositions de témoins de bonne foi consignées dans un procès-verbal.

Article 3

1. Lorsque la nationalité est présumée, sur la base des éléments mentionnés à l'article 2, alinéa 2, les autorités consulaires de la Partie requise délivrent sur-le-champ un laissez-passer permettant l'éloignement de la personne intéressée.

2. En cas de doute sur les éléments permettant la présomption de la nationalité, ou en cas d'absence de ces éléments, les autorités consulaires de la Partie requise procèdent, dans un délai de trois jours à compter de la demande de la Partie requérante, à l'audition de l'intéressé. Cette audition est organisée par la Partie requérante en accord avec l'autorité consulaire concernée dans les délais les plus brefs.

3. Lorsque, à l'issue de cette audition, il est établi que la personne intéressée est de la nationalité de la Partie requise, le laissez-passer est aussitôt délivré par l'autorité consulaire.

Article 4

Sont à la charge de la Partie requérante les frais de transport jusqu'à l'aéroport international de la Partie requise des personnes dont la réadmission est sollicitée.

II. Transit pour Eloignement

Article 5

1. Chaque Partie, sur demande de l'autre, autorise l'entrée et le transit par voie aérienne sur son territoire des ressortissants d'Etats tiers qui font l'objet d'une mesure d'éloignement prise par la partie requérante.

2. La Partie requérante assume l'entière responsabilité de la poursuite du voyage de l'étranger vers son pays de destination et reprend en charge cet étranger si pour une raison quelconque, la mesure d'éloignement ne peut être exécutée.

3. La Partie requérante garantit à la Partie requise que l'étranger, dont le transit est autorisé, est muni d'un titre de transport pour le pays de destination.

4. La Partie, qui a pris la mesure d'éloignement, doit signaler à la Partie requise aux fins de transit s'il est nécessaire d'escorter la personne éloignée.

La Partie requise aux fins de transit peut :

Soit décider d'assurer elle-même l'escorte ;

Soit décider d'assurer l'escorte en collaboration avec la Partie qui a pris la mesure d'éloignement.

5. Lorsque le transit est assuré à bord d'appareils appartenant à une compagnie aérienne de la Partie qui a pris la mesure d'éloignement et sous escorte policière, celle-ci ne peut être assurée que par cette Partie et sans quitter la zone internationale des aéroports dans la Partie requise aux fins de transit.

6. Lorsque le transit est assuré à bord d'appareils appartenant à une compagnie aérienne de la Partie requise aux fins de transit et sous escorte policière, celle-ci est assurée par cette Partie, à charge pour la Partie qui a pris la mesure d'éloignement de lui rembourser les frais correspondants.

Article 6

La demande de transit pour l'éloignement est transmise directement entre les autorités compétentes des Parties. Elle mentionne les renseignements relatifs à l'identité et à la nationalité de l'étranger, à la date du voyage, aux heure et lieu d'arrivée dans le pays de transit et aux heure et lieu de départ de celui-ci, au pays de destination, ainsi que, le cas échéant, les renseignements utiles aux fonctionnaires escortant l'étranger.

Article 7

Le transit pour éloignement peut être refusé :

Si l'étranger court, dans l'Etat de destination, des risques de persécution en raison de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques;

Si l'étranger court le risque d'être accusé ou condamné devant un tribunal pénal dans l'Etat de destination pour des faits antérieurs au transit.

Article 8

Les frais de transport jusqu'à l'aéroport international de l'Etat de destination ainsi que les frais liés à un éventuel retour sont à la charge de la Partie requérante.

III. Dispositions Générales et Finales

Article 9

Les deux Parties se consulteront en tant que de besoin pour examiner la mise en oeuvre du présent accord.

La demande de consultation sera présentée par le canal diplomatique.

Article 10

Les autorités compétentes désignent :

Les aéroports qui pourront être utilisés pour la réadmission et l'entrée en transit des étrangers ;

Les autorités centrales ou locales compétentes pour traiter les demandes de réadmission et de transit.

Article 11

1. Les dispositions du présent accord ne portent pas atteinte aux obligations d'admission ou de réadmission des ressortissants étrangers résultant pour les Parties d'autres accords internationaux.

2. Les dispositions du présent accord ne font pas obstacle à l'application des dispositions de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, telle qu'amendée par le protocole de New York du 31 janvier 1967.

3. Les dispositions du présent accord ne font pas obstacle à l'application des dispositions des accords souscrits par les Parties dans le domaine de la protection des droits de l'homme.

Article 12

1. Chacune des Parties notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures constitutionnelles requises en ce qui la concerne pour l'entrée en vigueur du présent accord qui prendra effet trente jours après la réception de la dernière notification.

2. Le présent accord aura une durée de validité de trois ans renouvelable par tacite reconduction pour des périodes d'égale durée. Il pourra être dénoncé avec préavis de trois mois par la voie diplomatique.

En foi de quoi, les représentants des Parties, dûment autorisés à cet effet, ont apposé leurs signatures au bas du présent accord.

Fait à Paris, le 5 novembre 1996 dans les langues française et espagnole, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République Française:

HERVÉ DE CHARETTE

Pour le Gouvernement de la République Orientale de l'Uruguay:

HÉCTOR GROS ESPIELL

[SPANISH TEXT — TEXTE ESPAGNOL]

**ACUERDO
ENTRE
EL GOBIERNO DE LA REPUBLICA FRANCESA
Y
EL GOBIERNO DE LA REPUBLICA ORIENTAL DEL URUGUAY
RELATIVO A LA
READMISION DE PERSONAS EN SITUACION IRREGULAR**

Deseosos de desarrollar la cooperación entre las dos Partes, a fin de asegurar una mejor aplicación de las disposiciones sobre circulación de personas, en el respeto de los derechos y garantías previstos por las leyes y reglamentos en vigencia;

En el respeto de los tratados y convenciones internacionales y con el objetivo de luchar contra la inmigración irregular,

El Gobierno de la República Francesa y el Gobierno de la República Oriental del Uruguay, sobre una base de reciprocidad, han convenido lo siguiente:

I- READMISION DE LOS NACIONALES DE LAS PARTES

ARTICULO I

1- Cada Parte readmitirá en su territorio, a solicitud de la otra Parte y sin formalidades, a toda persona que no reúna o que haya dejado de reunir los requisitos de ingreso o de residencia aplicables en el territorio de la Parte requirente, siempre que se establezca o se presuma que posee la nacionalidad de la Parte requerida.

2- La Parte requirente readmitirá en las mismas condiciones a la persona mencionada, si controles posteriores demuestran que no poseía la nacionalidad de la Parte requerida en el momento de su salida del territorio de la Parte requirente.

ARTICULO 2

1- La nacionalidad de la persona sujeta a expulsión se establecerá en base a los siguientes documentos válidos:

- documento de identidad;
- certificado de nacionalidad o documento de estado civil;
- pasaporte u otro documento de viaje;
- certificado de matrícula consular;
- libreta o documentos militares;

- partida de nacimiento;
- libreta de familia otorgada por el Registro Civil.

2- La nacionalidad se presume en base a uno de los elementos siguientes:

- a) los documentos mencionados en el inciso 1 de este artículo que hayan caducado.
- b) otros documentos distintos de los mencionados en el referido inciso 1, expedidos por las autoridades oficiales de la Parte requerida, que indiquen la identidad del involucrado (registro de conducir, libreta de embarque y otros similares).
- c) autorización y documentos de residencia vencidos.
- d) fotocopias de uno de los documentos precedentemente enumerados.
- e) declaraciones del involucrado, debidamente obtenidas por las autoridades administrativas o judiciales de la Parte requirente, avaladas por declaraciones de testigos consignadas en una información sumaria.
- f) declaraciones de testigos consignadas en una información sumaria.

ARTICULO 3

1- Cuando la nacionalidad se presume en base a los elementos mencionados en el artículo 2, inciso 2, las autoridades consulares de la Parte requerida expedirán inmediatamente un permiso de viaje que permita la expulsión de la persona involucrada.

2- En caso de duda sobre los elementos que permitan la presunción de nacionalidad, o en caso de ausencia de estos elementos, las autoridades consulares de la Parte requerida procederán, en un lapso de tres días, a contar del pedido de la Parte requirente, a entrevistar al involucrado. Esta entrevista será organizada, a la brevedad posible, por la Parte requirente, de conformidad con la autoridad consular competente.

3- Cuando, al término de dichas entrevistas se establezca que la persona involucrada es nacional de la Parte requerida, el documento de viaje será otorgado inmediatamente por la autoridad consular.

ARTICULO 4

Los gastos de transporte, hasta un aeropuerto internacional de la Parte requerida, de las personas cuya readmisión se solicita estarán a cargo de la Parte requirente.

II. TRANSITO POR EXPULSION

ARTICULO 5

1- Cada una de las Partes, a pedido de la otra, autorizará el ingreso en tránsito por vía aérea en su territorio, de nacionales de terceros Estados objeto de la expulsión adoptada por la Parte requirente.

2- La Parte requirente asumirá la entera responsabilidad de la prosecución del viaje del extranjero hacia su país de destino, y estará a cargo de dicho extranjero hasta tanto la expulsión sea efectivizada.

3- La Parte requirente garantizará a la Parte requerida, que el extranjero cuyo tránsito está autorizado se encuentra en posesión de un pasaje hasta el país de destino.

4- La Parte que dispuso la expulsión deberá indicar a la Parte requerida, a los fines del tránsito, si es necesario escoltar a la persona objeto de la medida. A los fines del tránsito la Parte requerida podrá:

- decidir tomar a su cargo la escolta;

- o bien decidir encargarse de dicha escolta en colaboración con la Parte que dispuso la expulsión.

5- Cuando el tránsito se efectúe a bordo de aeronaves pertenecientes a una compañía aérea de la Parte que adoptó la expulsión y bajo escolta policial, ésta última sólo podrá asegurarla dicha Parte, y no podrá abandonar la zona de tránsito internacional del aeropuerto de la Parte requerida.

6- Cuando el tránsito se efectúe a bordo de aeronaves pertenecientes a una compañía aérea de la Parte requerida para el tránsito y bajo escolta policial, ésta última será asegurada por dicha Parte, debiendo la Parte que dispuso la expulsión reembolsarle los gastos correspondientes.

ARTICULO 6

La solicitud de tránsito por expulsión será tramitada directamente entre las autoridades competentes de las Partes. En ella deberán mencionarse los datos relativos a la identidad y a la nacionalidad del extranjero, la fecha del viaje, la hora y lugar de llegada al país de tránsito y la hora y lugar de partida de éste al país de destino, como también, si hubiere lugar, toda la información de utilidad para los funcionarios que escoltan al extranjero.

ARTICULO 7

La solicitud de tránsito vinculada a una expulsión podrá ser rechazada:

- cuando el extranjero corra riesgos de ser perseguido en el Estado de destino en razón de su raza, religión, nacionalidad, pertenencia a un determinado grupo social o en virtud de sus opiniones políticas;
- cuando el extranjero corra el riesgo de ser acusado o condenado ante un tribunal penal en el Estado de destino por hechos anteriores al tránsito.

ARTICULO 8

Los gastos de transporte hasta un aeropuerto internacional del Estado de destino, así como los gastos vinculados a un eventual retorno, estarán a cargo de la Parte requirente.

III. DISPOSICIONES GENERALES Y FINALES

ARTICULO 9

Las dos Partes se consultarán cuando sea necesario para examinar la ejecución del presente Acuerdo. El pedido de consulta será presentado por vía diplomática.

ARTICULO 10

Las autoridades competentes informarán:

- los aeropuertos que podrán ser utilizados para la readmisión y el ingreso en tránsito de los extranjeros;
- las autoridades centrales o locales competentes para considerar los pedidos de readmisión y de tránsito.

ARTICULO 11

1- Las disposiciones del presente Acuerdo no afectarán las obligaciones de admisión o de readmisión de extranjeros que surjan para las Partes de otros Acuerdos internacionales.

2- Las disposiciones del presente Acuerdo no obstaculizarán la aplicación de las disposiciones de la Convención de Ginebra del 28 de julio de 1951 relativa al Estatuto de los Refugiados, tal como fuera enmendada por el Protocolo de Nueva York del 31 de enero de 1967.

3- Las disposiciones del presente Acuerdo no obstaculizarán la aplicación de las disposiciones de los Acuerdos suscritos por las Partes en el ámbito de la protección de los Derechos Humanos.

ARTÍCULO 12

1- Cada una de las Partes notificará a la otra sobre el cumplimiento de los procedimientos constitucionales requeridos para la entrada en vigor del presente Acuerdo, la que se hará efectiva treinta días después de la recepción de la última notificación.

2- El presente Acuerdo tendrá una duración de tres años, renovable por tácita reconducción por períodos de igual duración. Podrá ser denunciado con un preaviso de tres meses por vía diplomática.

En fe de lo cual, los representantes de las Partes, debidamente autorizados a este efecto, firman a continuación al pie del presente Acuerdo.

Hecho en París, el 5 de noviembre de 1996 en los idiomas español y francés, y siendo ambos textos igualmente auténticos.

**POR EL GOBIERNO DE
LA REPUBLICA FRANCESA**



**Hervé de Charette
Ministro de Asuntos Exteriores**

**POR EL GOBIERNO DE
LA REPUBLICA ORIENTAL
DEL URUGUAY**



**Héctor Gros Espiell
Embajador del Uruguay**

[TRANSLATION — TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE EASTERN REPUBLIC OF URUGUAY ON THE READMISSION OF PERSONS RESIDING WITHOUT AUTHORIZATION

Desirous of developing cooperation between the two Parties so as to improve the application of provisions concerning the movement of persons, in accordance with the rights and guarantees stipulated in current laws and regulations,

In conformity with international treaties and conventions and in an effort to combat illegal immigration,

The Government of the French Republic and the Government of the Eastern Republic of Uruguay, on the basis of reciprocity, have agreed as follows:

1. Readmission of Nationals of the Parties

Article 1

1. Each Party shall readmit into its territory at the request of the other Party and without any formality persons who do not, or who no longer, fulfil the conditions for entry or residence in force in the territory of the requesting Party, provided that it is proved or presumed that they possess the nationality of the requested Party.

2. The requesting Party shall readmit such persons under the same conditions if checks reveal that they were not in possession of the nationality of the requested Party when they departed from the territory of the requesting Party.

Article 2

1. The nationality of a person subject to an expulsion order shall be deemed to be proved by means of the following valid documents:

An identity card;

A certificate of nationality or a document from register office records;

A passport or any other travel document;

A consular registration card;

A service record book or military papers;

A birth certificate;

A family book from register office records.

2. A presumption of nationality shall be deemed to be established by means of any of the following:

(a) Any document referred to in the preceding paragraph which has expired;

(b) A document issued by the official authorities of the requested Party attesting to the identity of the person concerned (driving licence, seaman's book and other similar documents);

(c) An expired residence permit or authorizations;

(d) Photocopies of any of the above documents;

(e) Particulars supplied by the person concerned, as recorded by the administrative or judicial authorities of the requesting Party and confirmed by officially recorded statements by witnesses;

(f) Officially recorded depositions of good-faith witnesses.

Article 3

1. Where a presumption of nationality has been established on the basis of the supporting evidence referred to in article 2, paragraph 2, the consular authorities of the requested Party shall immediately issue a laissez-passer permitting the expulsion of the person concerned.

2. Where the supporting evidence for a presumption of nationality is open to doubt or does not exist, the person concerned shall, within three days of the request by the requesting Party, be heard by the consular authorities of the requested Party. The requesting Party shall organize the hearing as soon as possible in agreement with the relevant consular authority.

3. Where it is established, following the hearing, that the person concerned is a national of the requested Party, the consular authority shall immediately issue the laissez-passer.

Article 4

The costs of transporting persons whose readmission is sought shall be borne by the requesting Party as far as the international airport of the requested Party.

II. Transit for the Purpose of Expulsion

Article 5

1. Each Party shall, at the request of the other, authorize third-country nationals subject to an expulsion order by the requesting Party to enter and transit by air through its territory.

2. The requesting Party shall assume full responsibility for the onward journey of the alien to his State of destination and shall take the person in charge again if for any reason the expulsion order cannot be carried out.

3. The requesting Party shall assure the requested Party that the alien whose transit is authorized holds a ticket to the State of destination.

4. The Party which issued the expulsion order shall, for transit purposes, indicate to the requested Party if it is necessary to escort the person being transferred.

The requested Party may, for transit purposes, decide either:

To provide the escort itself; or

To provide the escort in conjunction with the Party which issued the expulsion order.

5. Where the person in transit is travelling under police escort on aircraft belonging to an airline of the Party which issued the order of expulsion, such escort may be provided only by that Party and may not leave the international area of airports of the Party requested for transit purposes.

6. Where the person in transit is travelling under police escort on aircraft belonging to an airline of the Party requested for transit purposes, such escort shall be provided by that Party, and the Party which issued the order of expulsion shall be responsible for reimbursing the requested Party for the costs involved.

Article 6

Requests for transit for the purpose of expulsion shall be transmitted directly between the competent authorities of the Parties. Such requests shall include information about the identity and nationality of the alien, the date of travel, the time and place of arrival in the transit State and the time and place of departure from that State to the State of destination and, where appropriate, information useful to officials escorting the alien.

Article 7

Transit for the purpose of expulsion may be refused:

If the alien runs the risk of being persecuted in the State of destination on account of his race, religion, nationality, membership of a particular social group or political opinions;

If the alien runs the risk of being accused or convicted in criminal court in the State of destination for acts committed prior to the transit.

Article 8

Transport costs as far as the international airport of the State of destination and any costs arising from return transport shall be borne by the requesting Party.

III. General and Final Provisions

Article 9

The two Parties shall consult each other on the implementation of this Agreement as the need arises.

Requests for consultation shall be presented through the diplomatic channel.

Article 10

The competent authorities shall designate:

The airports which may be used for the readmission or entry in transit of aliens;

The central or local authorities competent to handle readmission and transit requests.

Article 11

1. The provisions of this Agreement shall not affect the obligations of the Parties concerning the admission or readmission of foreign nationals arising from other international agreements.

2. The provisions of this Agreement shall not prevent the application of the provisions of the Geneva Convention relating to the Status of Refugees of 28 July 1951, as amended by the New York Protocol of 31 January 1967.

3. The provisions of this Agreement shall not prevent the application of the provisions of agreements on the protection of human rights concluded by the Parties.

Article 12

1. Each Party shall notify the other when it has completed the constitutional procedures required for the entry into force of this Agreement. This Agreement shall enter into force 30 days after the receipt of the last such notice.

2. This Agreement shall remain in force for three years and shall be automatically renewed for further three-year periods. It may be terminated upon three months' advance notice through the diplomatic channel.

In witness whereof the representatives of the Parties, being duly authorized for this purpose, have affixed below their signatures to this Agreement.

Done at Paris on 5 November 1996 in the French and Spanish languages, both texts being equally authentic.

For the Government of the French Republic:

HERVÉ DE CHARETTE

For the Government of the Eastern Republic of Uruguay:

HÉCTOR GROS ESPIELL